

## Néofascisme en Europe: la Croatie entame sa «révolution nationale»

PAR JEAN-ARNAULT DÉRENS ET LAURENT GESLIN ET SIMON RICO  
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 1 JUIN 2016



Commemoration de l'insurrection du camp de concentration de Jasenovac, le 22 avril 2016. © Laurent Geslin

Réhabilitation des oustachis, alliés des nazis pendant la Seconde Guerre mondiale, mise au pas des médias, attaques contre les minorités nationales et les droits des femmes... La Croatie s'engage à marche forcée sur la « voie » ouverte par la Hongrie et la Pologne, avec à sa tête une coalition des droites et extrêmes droites. Et l'Europe ne fait rien.

**Croatie, de nos envoyés spéciaux.** - « *Za dom spremni!* – *Prêts pour la patrie!* » Le cri de ralliement du régime oustachi, allié de l'Allemagne nazie durant la Seconde Guerre mondiale, est (re)devenu banal en Croatie. Il est repris par les groupes de jeunes qui fêtent leur *matura*, l'équivalent du baccalauréat. Il est tagué sur les murs des villes du pays. Il est scandé dans les stades de football, comme lors d'une rencontre amicale entre la Croatie et Israël, à Osijek le 23 mars dernier, sans aucune condamnation officielle de la présidente Kolinda Grabar-Kitarovi#, pourtant dans les tribunes. « *La majorité des supporters ne savent pas ce que représente ce slogan* », explique Dario Brentin, chercheur au Centre d'étude du sud-est de l'Europe de l'université de Graz. « *Ce qui est préoccupant, c'est l'absence de réaction des autorités qui encouragent la dérive nationaliste du pays.* »

Ces derniers mois, l'on s'est remis à avoir peur en Croatie, comme aux pires heures de l'ancien président Franjo Tudjman, quand la guerre contre l'armée yougoslave et les milices serbes faisait rage dans l'est du pays et qu'il ne faisait pas bon être un opposant. « *La situation est même pire qu'il y a vingt ans* », assure le

dramaturge Oliver Frlji#, directeur du Théâtre national de Rijeka, qualifié d'« *anti-Croate sans talent* » pour oser proposer des pièces questionnant le nationalisme.



Oliver Frlji#, directeur du Théâtre national de Rijeka, qui a choisi de démissionner. © Laurent Geslin

« *J'ai subi des attaques physiques, ajoute-t-il, on m'a menacé de mort, des vétérans et des hooligans ont bloqué le théâtre quand j'ai organisé une performance évoquant les exactions de l'armée croate durant la reconquête de la Krajina, en août 1995. Le gouvernement organise la fascisation de la société, ils sont en train de tuer la scène culturelle. Bientôt, on va se mettre à brûler des livres.* » Oliver Frlji# vient de démissionner de la direction du théâtre pour se consacrer à l'organisation de « Rijeka 2020, capitale culturelle de l'Europe », un projet porté par la mairie sociale-démocrate de la ville, elle aussi dans le collimateur des autorités centrales.

Le nouveau gouvernement croate a son chien d'attaque : c'est le ministre de la culture Zlatko Hasanbegovi#, historien négationniste, ancien militant du Pur Parti croate du droit (HCSP), un groupuscule revendiquant l'héritage idéologique des oustachis de la Seconde Guerre mondiale. Ces derniers créèrent, sous la protection de l'Allemagne nazie, l'État indépendant croate (NDH).

Le ministre Hasanbegovi# rejette l'héritage de l'antifascisme – pourtant inscrit dans la constitution de la Croatie indépendante – en expliquant que celui-ci serait un « *concept vide de sens* », avancé par les « *dictatures bolchéviques* ». Il a réfuté ou tenté de relativiser les politiques d'extermination des Serbes, des Rroms et des Juifs mises en place par le régime oustachi. Le ministre de la culture, de confession musulmane, s'inscrit dans une tradition idéologique archi marginale : celle des musulmans de Bosnie-Herzégovine qui se rallièrent aux oustachis,

s'illustrant notamment dans la 13<sup>e</sup> Waffen SS Handschar, qui entendait répondre à l'appel à la collaboration du mufti de Jérusalem, Mohammed Amin al-Husseini.

La nomination au gouvernement de Zlatko Hasanbegovi# a immédiatement soulevé un tollé dans les milieux académiques croates, et **un appel international vient de demander sa démission**.

Comme chaque année, le printemps a vu se jouer un étrange ballet de mémoires opposées. Le 14 mai, le gouvernement au grand complet s'est rendu en pèlerinage à Bleiburg, petite bourgade autrichienne accolée à la frontière slovène : c'est là qu'en 1945, les corps expéditionnaires américains et britanniques ont bloqué le gouvernement, l'état-major et les restes de l'armée des oustachis en fuite, les livrant à la vindicte des partisans de Tito... Ce crime de guerre, incontestable et massif, est officiellement commémoré depuis l'accession de la Croatie à l'indépendance en 1991, avec toujours plus de faste. Un mois plus tôt, la division avait en revanche prévalu lors des commémorations de l'insurrection du camp de concentration de Jasenovac, le 22 avril 1945 : outrés par la présence du ministre de la culture, les organisations juives et serbes de Croatie ont boycotté les cérémonies officielles.



Commemoration de l'insurrection du camp de concentration de Jasenovac, le 22 avril 2016. © Laurent Geslin

« *Le discours du gouvernement met sans cesse dos à dos deux totalitarismes, le communisme et le fascisme, mais en Croatie, personne ne se bat pour la révolution prolétarienne, constate l'historien Tvrtko Jakovina, si bien que, faute d'adversaire, cette révolution idéologique finit par se retourner contre tous ceux qui n'érigent pas la haine en programme politique.* »  
« *L'équation identitaire* » de la Croatie, qui voudrait rejeter « *tous les totalitarismes* », mettant à égalité

la collaboration de la Seconde Guerre mondiale et les « *crimes du communisme* », révèle bien vite ses limites.

### Révolution conservatrice

La révolution conservatrice en marche en Croatie surprend par sa violence. Lors du scrutin législatif du 8 novembre 2015, la Coalition patriotique (*Domoljubna koalicija*), dominée par l'Union démocratique croate (HDZ), le parti historique du nationalisme croate, avait pourtant obtenu un score relativement modeste, loin de la majorité absolue, dépassant à peine les sociaux-démocrates (SDP) du premier ministre sortant Zoran Milanovi#.

Le grand vainqueur de ces élections fut en fait le « mouvement citoyen » Most, une nouvelle formation souvent comparée aux Ciudadanos d'Espagne, surfant sur le discrédit de la classe politique et prétendant « dépasser » le clivage gauche-droite. Most s'est engagé dans de longues tractations, se disant prêt à toutes les options, notamment une coalition avec le SDP. En réalité, la direction du parti, très liée à la hiérarchie catholique, préparait l'alliance avec le HDZ et un accord « surprise » a été dévoilé à la veille de Noël.

Le nouveau gouvernement croate est donc un « cartel des droites ». La Coalition patriotique intègre, aux côtés du HDZ, toutes les petites formations de l'ultradroite nationaliste – un peu comme si, en France, Les Républicains prenaient la tête d'une coalition incluant tous les groupuscules identitaires. Le ministre de la culture Hasanbegovi# est bien entouré : son collègue Predrag Šustar, ministre de l'éducation et des sports, est un créationniste convaincu, qui a remis en cause le « *dogme* » de la théorie de l'évolution dans des articles scientifiques publiés dans les années 2000. Le volet clérical est représenté par Most, tandis que le premier ministre Tihomir Oreškovi#, un homme d'affaires croate installé au Canada durant deux décennies, a été raillé, lors de sa prise de fonctions, pour son ignorance supposée des mœurs politiques de son pays et son fort accent anglo-saxon.

En réalité, Oreškovi# est l'homme pivot de ce cabinet : pressenti de longue date par le HDZ, il est un catholique pratiquant très lié à l'Opus Dei. Son épouse

Sanja était bien en vue lors de la manifestation anti-avortement du 21 mai, tandis qu'un de leurs enfants vit dans la maison de l'Opus Dei à Zagreb. Dans le même temps, le premier ministre est un libéral convaincu, décidé à privatiser tambour battant les dernières entreprises publiques de Croatie.

« Si j'étais partisan de la théorie du complot, j'irais même jusqu'à dire que la réhabilitation des oustachis n'est qu'un écran de fumée destiné à cacher le programme ultralibéral du gouvernement », lâche le journaliste Toni Gabri#, directeur du site d'information H-Alter. Il semble surtout que ce gouvernement veuille marcher sur trois pieds : nationalisme, catholicisme conservateur et libéralisme.

Depuis la fin des années 1990, la Croatie semblait pourtant s'être « normalisée », en même temps qu'elle s'engageait dans la voie de l'intégration européenne. Malgré la forte opposition des anciens combattants et des cercles les plus conservateurs de l'Église catholique, la Croatie a transféré devant le Tribunal pénal international de La Haye (TPIY) ses généraux suspectés de crimes de guerre. Dans les années 2000, le pays a aussi normalisé ses relations avec ses voisins, notamment la Serbie et le Monténégro, tandis que le HDZ se transformait en un parti « conservateur et pro-européen », membre du Parti populaire européen (PPE), sous la houlette d'Ivo Sanader, premier ministre de 2003 à 2009, aujourd'hui incarcéré pour corruption.

Durant toutes les années 2000, le HDZ et le SDP ont d'ailleurs partagé les mêmes objectifs stratégiques : libéralisation de l'économie, privatisations et intégration européenne, finalement actée le 1<sup>er</sup> juillet 2013 avec l'entrée du pays dans l'UE. Depuis, la Croatie ressemblait à un « pays européen moyen », malgré des difficultés économiques et le maintien d'un taux de chômage officiel de 16,5 % – le troisième plus élevé de l'Europe des 28 après l'Espagne et la Grèce. La vie politique était dominée par un « centre gauche » et par un « centre droit » en voie de convergence, au point que l'option d'une

« grande coalition » avait sérieusement été envisagée par nombre de commentateurs après les élections de 2015.

« En réalité le HDZ avait son propre agenda, continue Toni Gabri#, il savait que le moment était venu pour lancer sa révolution conservatrice, l'Union européenne n'ayant plus aucun moyen de pression depuis l'intégration du pays. » Milorad Pupovac, le président du Conseil national serbe (SNV), confirme l'analyse : « J'ai entendu un cadre important du HDZ résumer l'histoire du dernier quart de siècle. La première étape a été l'indépendance de la Croatie, la seconde son intégration européenne, et l'heure est maintenant venue de passer à la troisième étape, la création d'une Croatie catholique et ethniquement pure, débarrassée de ses ennemis intérieurs. »

Le « moment » est d'autant mieux choisi que les nouvelles autorités de Zagreb ne sont pas à la peine pour trouver des alliés ou des modèles, dans la Hongrie voisine ou la Pologne. Si la Commission européenne a très vite réagi pour dénoncer la dérive autoritaire du PiS, plaçant même Varsovie sous « surveillance », pour l'instant aucune réaction de Bruxelles n'est venue recadrer la « révolution ethnocentrée » opérée par le nouveau gouvernement croate.

Tandis que les graffitis antiserbes se multiplient sur les murs des villes du pays, la coalition patriotique s'en prend même à une autre minorité, d'importance numérique bien plus limitée et traditionnellement peu dérangeante : la communauté italienne. La réduction drastique des aides publiques pourrait entraîner la fermeture de *La Voce del popolo*, l'unique quotidien de langue italienne de Croatie, édité à Rijeka/Fiume depuis 70 ans. « Le message est clair », s'indigne Vojko Obersnel, le maire social-démocrate de la grande ville côtière : « Tous ceux qui ne correspondent pas à leur vision du patriotisme n'ont pas leur place dans la « nouvelle Croatie », ni les minorités nationales, ni les gays, ni les féministes, ni les libres-penseurs. »

Une figure cristallise la haine des nouveaux dirigeants croates : l'ancienne ministre des affaires étrangères Vesna Pusi# (HNS, libérale-démocrate), actuellement

vice-présidente du Parlement et candidate au poste de secrétaire général des Nations unies. Rare femme en lice avec la Bulgare Irina Bokova, actuelle secrétaire générale de l'Unesco, Vesna Pusi# pourrait être soutenue par les pays de l'Union européenne. Mais une pétition a été lancée contre elle au sein même du Parlement croate, l'accusant de « trahison » pour avoir dénoncé, dans les années 1990, la guerre d'agression de la Croatie en Bosnie-Herzégovine.



L'ancienne ministre des affaires étrangères Vesna Pusi#, aujourd'hui cible du pouvoir. © Laurent Geslin

Cette féministe issue de la société civile, entrée sur le tard en politique, symbolise "l'autre Croatie", toujours résistante au nationalisme, que le nouveau gouvernement veut détruire. L'un des signataires de cette pétition, le député Željko Glasnovi# (HDZ), a récemment lancé à la télévision publique : « *La Croatie est en pleine déchéance morale et spirituelle. Elle a changé d'état d'esprit, ses citoyens sont sous l'influence de psychopathes. Je m'étonne qu'ils soient encore en poste dans les facultés de philosophie et de sciences politiques. Je les qualifierais de pédophiles politiques. Les pédophiles sont incurables, je le sais, j'ai travaillé dix ans à la police judiciaire.* »

### Médias libres liquidés

Le nouveau gouvernement n'a pas tardé à remettre les médias au pas. Le 26 janvier, quatre jours après la formation du gouvernement, 5 000 anciens combattants bloquaient le centre de Zagreb pour protester contre l'Agence des médias électroniques, un organe de surveillance qui avait interdit à une télévision locale d'émettre pendant trois jours pour incitation à la haine. En tête de cortège, Velimir Bujanec, un militant pronazi célèbre depuis les années 1990 pour une photo où il posait en uniforme SS. Aujourd'hui, l'homme anime « Bujica », un talk-

show tri-hebdomadaire, rediffusé par de nombreuses télévisions locales et très couru par les ministres de la nouvelle coalition.



Tomislav Karamarko et Zlatko Hasanbegović. © Laurent Geslin

Dès sa nomination, Zlatko Hasanbegović# a ordonné la dissolution de la commission pour les médias à but non lucratif, qui attribuait des subventions aux médias indépendants, qualifiés de « parasites » par le ministre. Dans les semaines qui ont suivi, plusieurs dizaines de journalistes de la radiotélévision croate (HRT) ont aussi été priés de plier bagage, officiellement pour des raisons économiques, mais plus certainement en conséquence des avertissements du président du HDZ. Mi-février, Tomislav Karamarko avait accusé le groupe public « *d'être la télévision d'un parti* », celle de son adversaire historique, les sociaux-démocrates du SDP. « *170 millions d'euros de subventions par an, tout cela pour qu'ils mentent et nous fassent passer pour des fous parce que nous sommes patriotes ? Pour qu'ils nous caricaturent et nous diabolisent ? Il va y avoir du changement, qu'on se le dise !* », avait-il tonné. De nouveaux journalistes, quasiment tous issus des cercles d'extrême droite, sont venus remplacer les cadres licenciés.

« *Nous avons trois chaînes publiques, mais à quoi bon ? Les programmes sont tous les mêmes : la messe et des films "historiques" sur les crimes du communisme* », s'indigne l'écrivaine Daša Drndić#. « *Pourquoi avoir peur d'employer le terme de fascisme ? Ce mot est devenu un tabou en Europe, mais nous sommes déjà en plein fascisme* », poursuit-elle. « *Dans les années 1930, le fascisme est né sur les ruines de la démocratie, qui avait perdu toute légitimité en raison de la crise. Le même scénario se reproduit aujourd'hui avec les mesures d'austérité et la dictature de la Banque centrale européenne.* »

« Le fascisme se nourrit du kitsch. Depuis les années 1990, la culture croate s'est engagée dans la voie du kitsch : on a voulu purifier la langue, on a défilé en uniformes noirs, on a acclamé des chanteurs ultranationalistes, ovationné les criminels de guerre acquittés par le TPIY... Tout cela a préparé ce qui est en train de se passer », poursuit Daša Drndić#. Ce kitsch, c'est celui de revues « patriotes » comme *Hrvatsko Slovo*, distribuée dans les écoles, financée par tous les gouvernements qui se sont succédé, de gauche comme de droite.

« Au nom d'une conception faussée de la liberté d'expression, les sociaux-démocrates ont continué à financer cette revue », s'indigne le journaliste Toni Gabri#. « Chaque fois qu'ils ont été au pouvoir, ils ont refusé de réagir aux incitations à la haine, ils ont laissé prospérer l'ultranationalisme, comme s'ils craignaient de l'affronter en face. Du coup, la Croatie n'a jamais pu solder les comptes de son passé, et ces courants radicaux ont pu lentement consolider leurs réseaux. Aujourd'hui, ils sont au pouvoir et se croient tout permis. »

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.